

---

Comité directeur du Cadre intégré

## PROGRAMME DE TRAVAIL DU CADRE INTÉGRÉ

### Actions proposées pour donner suite à la deuxième évaluation du Cadre intégré

1. À la suite de la présentation du rapport sur la deuxième évaluation du Cadre intégré par CAPRA<sup>1</sup> en août 2003, le Comité directeur du Cadre intégré (CDCI), à sa 10<sup>ème</sup> session tenue le 27 octobre 2003, a demandé au Groupe de travail du Cadre intégré (GTCI) d'établir un programme de travail qui permettrait d'améliorer les aspects opérationnels du Cadre intégré. Le GTCI s'est réuni pour examiner le rapport et ses recommandations à sa 37<sup>ème</sup> session, qui a eu lieu le 28 octobre 2003 et a été suivie par une autre réunion informelle, les 4 et 5 décembre 2003. Compte tenu des divers points de vue exprimés par l'ensemble des parties prenantes au Cadre intégré durant le débat sur l'évaluation ainsi que des enseignements tirés de la mise en œuvre du Cadre intégré depuis mai 2001 et de l'expérience acquise à ce titre, le GTCI propose le programme de travail ci-après pour la nouvelle phase du Cadre intégré.

2. Le GTCI entend mener à bien les initiatives suivantes d'ici au 31 décembre 2005:

- a) encourager un suivi effectif de l'Étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC) dans les pays où les études ont été conduites<sup>2</sup>, comme indiqué dans le document WT/LDC/SWG/IF/13. Les partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux sont invités instamment à répondre, en collaboration avec les gouvernements partenaires engagés dans le Cadre intégré, aux priorités en matière d'assistance technique liée au commerce recensées dans l'EDIC et la Matrice des actions y afférente;
- b) entreprendre de nouvelles EDIC dans les pays qui ont démontré clairement leur ferme volonté d'insérer le commerce dans des plans de développement nationaux tels que les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP);
- c) évaluer les travaux entrepris par les cinq pays dans lesquels des tables rondes ont été organisées (Bangladesh, Gambie, Haïti, Ouganda et Tanzanie) et chercher à associer ces derniers au Cadre intégré remanié, à condition qu'ils remplissent les critères convenus;
- d) préciser le fonctionnement du Guichet II du Fonds d'affectation spéciale du Cadre intégré et encourager l'utilisation effective et efficiente de ses ressources;

---

<sup>1</sup> Le rapport sur la seconde évaluation du Cadre intégré figure dans le document WT/IFSC/6/Rev.2. Le cadre de référence de l'évaluation figure dans le document WT/IFSC/3/Rev.1.

<sup>2</sup> Burundi, Cambodge, Djibouti, Éthiopie, Guinée, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Népal, Sénégal et Yémen.

- e) assurer des synergies et une coordination accrues avec d'autres projets d'assistance technique liée au commerce, en particulier avec le Programme intégré conjoint d'assistance technique pour l'Afrique (JITAP). Dans les pays où le Cadre intégré et le JITAP sont en place, les gouvernements devraient établir des arrangements de nature à assurer des synergies, tels que l'utilisation d'un Comité directeur national unique pour le Cadre intégré et le JITAP, la désignation du même point de coordination et le couplage des activités de renforcement des capacités de l'EDIC et du JITAP. Les agences engagées dans les deux programmes devraient aussi assurer la coordination interne en organisant des consultations périodiques entre les membres du GTCI et du Groupe directeur du Fonds commun d'affectation spéciale du JITAP;
  - f) renforcer encore la prise en charge du Cadre intégré par les pays concernés et veiller à ce que les PMA en gardent la maîtrise. L'efficacité du Comité directeur national et du point de coordination du Cadre intégré est la clé d'une mise en œuvre réussie du Cadre intégré et du processus d'intégration du commerce en général. Il conviendrait de mobiliser davantage de ressources et de soutien en leur faveur par l'intermédiaire du projet "Strengthening the National Implementation of the IF" (Renforcement de la mise en œuvre du Cadre intégré au niveau national) géré par le PNUD. Les agences établies sur place et les principaux facilitateurs devraient aussi apporter leur appui aux points de coordination du Cadre intégré;
  - g) améliorer la gestion du Cadre intégré en renforçant son secrétariat. L'existence d'un secrétariat doté de toutes les ressources nécessaires est essentielle pour la mise en œuvre et la gestion harmonieuses du Cadre intégré, car l'ouverture prochaine de celui-ci à d'autres PMA s'accompagnera d'un essor de ses activités et d'un besoin de coordination accru. Le GTCI devrait convenir des fonctions du secrétariat du Cadre intégré ainsi que des ressources additionnelles qui s'imposent pour permettre au secrétariat de remplir efficacement sa mission;
  - h) améliorer la communication et engager des actions de sensibilisation. Les initiatives suivantes pourraient être envisagées, à condition que les ressources nécessaires pour les mener à bien soient mobilisées: réorganiser le site Web du Cadre intégré ([www.integratedframework.org](http://www.integratedframework.org)) pour en faire un outil de diffusion de l'information; préparer un bulletin d'information électronique mensuel complétant le site Web; créer un site Web de groupe en remplacement de la pratique actuelle, qui repose sur l'échange de courriers électroniques entre les membres du GTCI; entretenir des contacts réguliers avec les pays bénéficiaires pour suivre les progrès sur le terrain; organiser des séminaires/ateliers de sensibilisation en vue de promouvoir le Cadre intégré et de faciliter l'échange de données d'expérience entre les parties au Cadre intégré à Genève et sur le terrain; et
  - i) encourager les partenaires de développement à accroître leur contribution au Fonds d'affectation spéciale du Cadre intégré.
-